

L'édito de l'Émancipation syndicale et pédagogique n°8, avril 2020

Les personnels de l'éducation, tout comme les élèves et les parents sont maintenant habitués. À chaque fois c'est la même rengaine : "tout est prêt !" ne cesse d'affirmer Blanquer dans ses déclarations. Profs et élèves en ont pris leur parti et, parce que "parfois il vaut mieux en rire", les notes d'humour fleurissent au sujet du ministre et de ses déclarations impérieuses.

Mais derrière cette considération faussement détendue se cache l'incompétence profonde du ministre qui s'est révélée encore plus catastrophique depuis le début de la crise que nous traversons. Blanquer passe d'une déclaration fausse à une autre avec une confiance inouïe.

Après le mépris au sujet des difficultés de la mise en œuvre du nouveau lycée et du nouveau bac, Blanquer a d'abord nié la gravité de la situation en annonçant qu'il n'était pas à l'ordre du jour de fermer les écoles - Macron disait l'inverse le soir-même - ensuite il a dit que les enseignant•es étaient prêt•es alors que les plateformes numériques institutionnelles étaient saturées dès le lundi 16 au matin.

Or, outre la question de quels outils utiliser alors que ceux proposés par l'institution dysfonctionnent, les cours à distance accélèrent les inégalités déjà criantes au sein de l'école. En effet, l'accès à internet, à l'utilisation des outils, l'aide apportée par les parents ou la famille diffèrent très largement d'un élève à l'autre. De fait, ce sont de nouveau les élèves les moins favorisé•es, ceux et celles qui ont le moins accès aux outils informatiques et numériques, qui vont être pénalisé•es. Il faudrait, dans l'idéal un ordinateur par individu dans un foyer pour que chacun•e puisse travailler correctement.

Certain•es vont immanquablement avoir de grosses difficultés à suivre et certain•es chef•fes d'établissement, tout comme la FCPE, appellent à ralentir le rythme des cours, pour éviter les décrochages. La FCPE va même plus loin en demandant au Ministre d'arrêter "de faire semblant" !

Les instructions ministérielles témoignent aussi d'une conception archaïque inopérante de la pédagogie, où l'enseignement est réduit au cours magistral numérisé et à la répétition du tandem exercices/correction. Bien des parents constatent qu'on ne s'improvise pas enseignant•e.

Dans le même temps, Blanquer louvoie sur les questions importantes, ne "se fermant aucune porte", "n'excluant rien", au sujet des examens, des vacances... pendant que d'autres, comme la porte-parole du gouvernement, considèrent tranquillement que les enseignant•es ne travaillent pas en ce moment.

Dans ce contexte, notre vigilance est plus que nécessaire et les organisations syndicales ont un rôle immense. Parce que la période est aux luttes, malgré le confinement, et ce plus que jamais. Sous couvert de continuité pédagogique, les consignes les plus absurdes fusent (comme celle de trouver un commerce de proximité pour déposer des cours... bon moyen de propager le virus) et le gouvernement teste des outils qu'il pourrait vouloir pérenniser. La casse du service public, et notamment de l'Éducation nationale est en marche depuis longtemps et avec elle la casse des statuts. Mobilisons-nous dès maintenant pour que ce qui a été testé pendant la crise ne devienne pas la norme une fois celle-ci finie, sous couvert d'économies.

C'est pourquoi les organisations syndicales, les AG et coordinations doivent appeler tous les personnels à désobéir aux consignes qui iraient à l'encontre de la sécurité de chacun•e et qui augmenteraient les inégalités entre les élèves. Elles doivent également assurer aux personnels leur

protection face aux institutions dans ce contexte, à la fois en les informant en amont et en assurant leur défense dans les situations de conflit. Enfin, elles doivent rester vigilantes sur la reprise du travail dans les établissements et ses conditions, en insistant sur la primauté de la santé de toutes et tous sur la continuité pédagogique.

Les personnels de l'éducation sont les plus compétent•es en matière de pédagogie, mais aussi de sécurité – la leur et celle des jeunes. Blanquer doit démissionner, et nous devons continuer à revendiquer une Éducation gérée par les personnels eux et elles-mêmes !

Karine Prévot, le 31 mars 2020